

Le FMI pousse les Européens à relancer plus fortement leur économie

GUILLAUME DE CALIGNON; Bureau de Bruxelles; Bureau de Bruxelles

867 mots

16 avril 2021

[Les Echos](#)

Le [Fonds monétaire international](#) s'inquiète des séquelles que la crise laissera sur l'économie européenne.

Il conseille d'accroître l'effort de relance, à hauteur de 3 points de PIB en 2021 et 2022. Mais Bruxelles refuse.

La pression monte sur [l'Union européenne](#) (UE). Cette fois-ci, elle est venue du [Fonds monétaire international \(FMI\)](#). Dans un post de blog, l'Allemand Alfred Kammer, directeur Europe au FMI, a fait part de son conseil aux Européens. Celui-ci peut être résumé en une phrase : dépensez ou plutôt, relancez ! Un peu à la manière de ce que fait l'administration Biden avec ses deux méga-plans de l'autre côté de l'Atlantique. Le FMI est en effet inquiet des traces que laissera la crise sur l'économie européenne et juge que, plus le redressement de l'économie sera rapide, moins les ménages et les entreprises auront à souffrir des séquelles du Covid.

« La politique monétaire ne suffit plus »

Or, il n'y a pas d'autre possibilité que de relancer l'activité par la politique budgétaire puisque « la politique monétaire ne suffit plus à stimuler la production, les taux d'intérêt étant au plus bas », selon Alfred Kammer. Ce qui le conduit à proposer aux Européens un nouveau programme d'aides aux entreprises en difficulté et aux ménages qui souffrent le plus, « de l'ordre de 3 % du PIB en 2021 et 2022 ». Selon le FMI, de telles dépenses « pourraient faire croître le PIB de 2 % environ d'ici à la fin de l'année 2022. A moyen terme, l'effet massif que ces mesures exerceraient sur l'offre réduirait au moins de moitié les séquelles de la crise ».

Sauf que ce n'est pas à l'ordre du jour. En France, l'Elysée y réfléchit et consulte mais Bercy ne semble pas très enthousiaste, Bruno Le Maire rappelant régulièrement qu'il faut d'abord dépenser les 100 milliards d'euros du plan de relance. A Bruxelles, ces derniers jours, plusieurs responsables ont exprimé, loin des micros, leurs réticences devant le scénario d'un nouveau plan de relance européen.

Face à une idée qui, jusqu'à présent, était avant tout perçue comme française, ils objectent que l'urgence est d'abord de mettre en oeuvre le plan de relance « Next generation EU » de 750 milliards d'euros. Mercredi, le commissaire au Budget, Johannes Hahn, l'a dit explicitement, appelant à « se concentrer sur la mise en oeuvre de ce qui a été décidé à ce stade ». En additionnant les relances nationales et européennes, il a estimé qu'il y avait, potentiellement, « de nombreuses opportunités pour nos Etats membres » à saisir. Plutôt que de spéculer sur une nouvelle relance européenne, il a jugé que « tout le monde devrait se focaliser aujourd'hui sur l'utilisation de ces opportunités ».

Pourtant, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les mesures budgétaires cumulées entre 2020 et 2022 représentent près

d'un quart du PIB aux Etats-Unis alors qu'elles sont toutes inférieures à 10 % du PIB dans les quatre grandes économies de la zone euro. Le plan européen atteint, lui, à peine 5 % du PIB de l'UE sur les trois prochaines années, dont la moitié est constituée de simples prêts. Ce qui se traduit directement dans les chiffres de croissance à venir. Le FMI table sur une progression du PIB américain de 6,4 % cette année contre seulement 4,4 % dans la zone euro alors que la crise a été bien plus dure sur le Vieux Continent.

« Aujourd'hui, l'Europe est en petite dépression tandis que les Etats-Unis ont une économie à haute pression », résume Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz, qui voit deux dangers à venir. « Il y a un vrai risque sur la productivité en Europe si on ne relance pas plus et plus vite ». Et « l'hétérogénéité de la zone euro va nous sauter aux yeux à la fin de la crise. Or, il ne faut pas attendre de nouveau stimulus budgétaire au niveau européen avant les élections allemandes en septembre prochain et plus probablement, avant la présidentielle française en mai 2022 », estime Ludovic Subran. « D'ici là, la Banque centrale européenne va chercher à acheter du temps », prédit-il.

Est-ce à dire que la messe est dite ? Pas sûr. Certes, « on ne peut pas faire un copier-coller du plan américain en Europe », juge Philippe Martin, directeur du Conseil d'analyse économique (CAE). « D'abord parce que les Etats-Unis ne disposent pas du même niveau de protection que permet l'Etat-providence en Europe. Ensuite parce que le plan européen doit déjà et surtout, être voté, lancé et dépensé », explique-t-il. Mais « dans ces conditions, peut-être faut-il booster les plans de relance au niveau national mais de manière coordonnée avec des engagements de dépenses pour éviter le problème de 'passager clandestin' où chacun attend que les autres relancent », suggère-t-il. Même pour cela, il faudrait un accord tacite des grands Etats membres.

Guillaume de Calignon

Gabriel Grésillon